

FAREED YASSEEN

Ambassadeur d'Irak aux États-Unis

Tout d'abord je vous remercie tous d'être là aujourd'hui. J'aimerais, pour commencer, faire un point sur la situation actuelle. Il y a quelques jours, nous avons tous constaté trois raisons de saluer et de féliciter les Émirats arabes unis : le 15^e anniversaire de leur fête nationale, l'Expo 2020 et, bien sûr, la tenue de la WPC. En soi, c'est un succès considérable car, comme il l'a été dit plus tôt, c'est le premier grand événement intellectuel qui a lieu en personne.

Je suis l'ambassadeur d'Irak aux États-Unis et aujourd'hui est également un jour très spécial pour moi. Les Irakiens ont désormais deux raisons de se réjouir. La première est que dans environ une semaine, des élections auront lieu. Ces secondes élections post-Daech sont importantes, et tout porte à croire que les choses se passent, sinon idéalement, du moins raisonnablement assez bien pour nous permettre d'être optimistes. La deuxième raison est que le Conseil des ministres a décidé qu'aujourd'hui serait la fête nationale de l'Irak. Cette date commémore l'adhésion de l'État irakien, fraîchement libéré du mandat de l'après-Première Guerre mondiale, à la Société des Nations. C'était il y a 99 ans. Je rappelle ce point parce que très peu de temps après, Muzahim Pachachi est devenu le représentant de l'Irak auprès de la Société des Nations, et est devenu plus tard Premier ministre. Je le cite parce qu'il est le père d'Adnan Pachachi, ministre d'État d'Abou Dabi et ami de Cheikh Zayed, et que c'est aussi lui qui a hissé le drapeau des Émirats arabes unis aux Nations Unies. Je parle de cela parce que j'étais l'un de ses proches conseillers et c'est avec lui que je suis retourné en Irak après 30 ans d'absence, à bord d'un avion émirati. Et si je suis ici, c'est en partie grâce à ça donc quand je dis merci aux Émirats arabes unis, je le pense sincèrement : merci.

Jusqu'à présent, la teneur des débats que nous avons eus ces deux jours était de très haute qualité et très enrichissante pour chacun d'entre nous. Je voudrais souligner le fait que de tels échanges mettent en lumière la réelle complexité du monde : les interactions au sein de la mondialisation, le fait que nous devons travailler ensemble pour résoudre les problèmes importants, dont les conséquences de la pandémie, ou encore la question du secteur numérique. Nous avons traversé des zones de tensions entre l'Union européenne, les États-Unis et la Chine, nous avons fait face à des problèmes financiers et nous avons consacré du temps à discuter de problématiques dont la résolution nécessite une gouvernance mondiale, comme le terrorisme mondial. À noter que la coalition contre l'État islamique dirigée par les États-Unis, compte quelque 83 pays dont les Émirats arabes unis et l'Irak. Il y a la crise financière, et vous êtes tous conscients du rôle du G20 pour y faire face. Nous avons parlé de la pandémie et de l'Organisation mondiale de la santé et du dispositif Covax. Ensuite, il y a les grandes menaces pour l'environnement qui pèsent sur notre survie. Pour vous donner un chiffre, je pense qu'à ce stade, il y a 190 adhérents à l'Accord de Paris. Et il existe d'autres

problèmes qui, à mon avis, doivent être traités à l'échelle mondiale, par exemple, la corruption qui constitue l'une des sources de financement du terrorisme mondial.

Cependant, nous sommes ici aujourd'hui pour réfléchir sur le Moyen-Orient et ses relations avec les puissances extérieures. Ce sujet n'est pas nouveau car le Moyen-Orient est depuis longtemps le centre d'intérêt de ces puissances. Il me suffit d'évoquer l'expédition de Napoléon en Égypte, suivie plus tard, à la suite de la Première Guerre mondiale, de la colonisation par plusieurs puissances européennes du Moyen-Orient, les mandats de la Société des Nations, la découverte du pétrole, etc. Notre ami Arnaud Breuillac nous rappelait d'ailleurs que TotalEnergies était né il y a de nombreuses années en Irak, de même que l'OPEP. Le célèbre pacte de Quincy, qui illustre la relation entre les États-Unis et l'Arabie saoudite, la création de l'État d'Israël, puis la guerre froide avec le pacte de Bagdad et d'autres groupements, la guerre du Koweït, avec George H.W. Bush, la guerre mondiale contre le terrorisme, avec George W. Bush, incluant à la fois l'Afghanistan et l'Irak. Nous avons assisté plus récemment à un infléchissement vers l'Asie par l'administration Obama, au retrait des forces américaines d'Irak en 2011, puis à leur retour à cause de l'État islamique. Puis le plan d'action global commun. Et, bien sûr, il y a l'émergence d'un consensus mondial sur la nécessité de lutter contre le changement climatique avec la COP 21 et son Accord de Paris.

Puis il y a eu l'administration Trump, avec une diplomatie que l'on pourrait au mieux qualifier de très personnelle. L'administration Trump a poursuivi la guerre contre le terrorisme mais s'est retirée de l'Accord de Paris et du plan d'action global commun, ce qui a exacerbé les tensions dans la région : souvenez-vous de l'assassinat du général Qasem Soleimani à Bagdad. L'administration Trump a également entamé des négociations avec les talibans et poursuivi une politique qui a eu pour point d'orgue les Accords d'Abraham mentionnés précédemment. Cela a été très controversé dans de nombreux pays et un sujet sensible au Moyen-Orient. Certains pays ont adhéré pour des raisons qui leur sont propres, d'autres non. Je pense qu'il est peu probable que l'Irak adhère aux Accords d'Abraham. Mais en réalité, cet acte peut être considéré comme l'expression d'un intérêt national. Le Maroc a eu ses propres raisons d'y adhérer, tout comme le Soudan.

Nous avons désormais affaire à l'administration Biden qui porte un intérêt tout particulier à la Chine. Il est assez clair que notre rôle dans la vision globale du monde qu'a Washington sera amoindri. L'attention sera redirigée vers le Pacifique. Et il y a le retrait d'Afghanistan, que Renaud Girard, ici présent, a qualifié de « première défaite géostratégique des États-Unis ».

Le décor est donc planté : une région où il y a un jeu entre les puissances mondiales, les ambitions des puissances régionales émergentes et l'intérêt national des pays qui veulent affirmer leur souveraineté. Tout cela s'inscrit dans le cadre des préoccupations mondiales auxquelles nous devons réfléchir tous ensemble. J'ai mentionné le changement climatique, mais l'eau constitue un autre problème important, ainsi que la sécurité alimentaire et le terrorisme mondial.